

PACA

**Les organisations syndicales régionales et départementales -13
CGT - CFDT - CFE-CGC - CFTC - FGGFO - FSU - Solidaires - UNSA**
s'adressent à André Santini, secrétaire d'Etat à la fonction publique
le 28 octobre

Monsieur le secrétaire d'Etat,

Vous nous avez invité ce 28 octobre à une réunion dans le cadre de la « concertation informelle (...) avec les huit organisations syndicales siégeant au Conseil Supérieur de la Fonction Publique 'Etat ».

Dans cette même préfecture, l'intersyndicale unitaire régionale et départementale des Bouches-du-Rhône s'est adressée à Monsieur le Préfet par deux fois, le 2 septembre puis le 8 octobre, ainsi que par plusieurs courriers, demandant à chaque fois la mise en place de modalités précises de concertation comme le prévoit la circulaire de juillet du premier Ministre : état des lieux actuels, calendrier des réunions de concertation, examen des projets de réorganisation et de leurs conséquences.

La RGPP a été lancée à grand renfort de médiatisation et de communication mais sans débat sur les véritables enjeux.

Le dialogue social, pour nos organisations syndicales, ne saurait se réduire à débattre seulement des modalités de mise en œuvre dans les territoires, quels que soient les services concernées, de décisions unilatérales jamais concertées avec qui que ce soit au niveau national, d'autant que le calendrier arrêté par le premier ministre est totalement irréaliste: ce calendrier rend impossible tout travail sérieux de réorganisation, il empêche de fait toute concertation véritable.

En effet, ce jour, nous n'avons pas obtenu ni de la préfecture de région, ni des départements, d'états des lieux détaillés, ni de réponses à nos questions pourtant très précises, en particulier comment les préfigurateurs pensaient pouvoir améliorer le service public avec moins de fonctionnaires, ou grâce à la fusion des directions au niveau départemental.

Ajoutons qu'au niveau de chaque service, aucune réponse n'est apportée aux inquiétudes exprimées par les agents et aux questions posées par les organisations syndicales.

Dans notre démocratie, il est essentiel qu'avant toute décision, un vrai débat ait lieu sur le rôle, la place et les missions du service public dans la république, ce qui

doit conditionner toute réforme de l'Etat au moment même où l'état employeur veut renforcer le dialogue social.

Car nous voulons réaffirmer avec force, et la conjoncture internationale ne peut que nous renforcer dans notre conviction, que nous sommes favorables à une réforme et une transformation démocratiques de l'Etat qui lui permettraient de jouer tout son rôle en matière de redistribution, de solidarité et d'égalité d'accès à tous les services publics sur le territoire, un Etat où le « dialogue social » deviendrait véritablement effectif à tous les niveaux.

Nous savons parfaitement que la France des années 2000 n'est plus celle d'il y a trente ans, que les territoires ont besoin de politiques publiques efficaces. En effet, dans le nouveau monde productif qui se met en place, l'ancrage dans le territoire devient essentiel. Il s'agit des infrastructures, particulièrement en retard en PACA en matière de transport en commun par exemple, ou encore de logement. Mais il s'agit aussi des ressources immatérielles, comme l'éducation, la recherche, la formation des hommes, le développement des systèmes de santé qui deviennent aujourd'hui des éléments essentiels. Or, dans ces domaines aussi, notre région accumule de nombreux retards. Un Etat modernisé dans les territoires doit pouvoir assurer la cohésion sociale, condition de l'efficacité, notamment grâce à des services publics améliorés, tout particulièrement dans une région où les écarts sociaux sont extrêmes.

Mais force est de constater que rien de tel ne préside aux décisions actuelles. L'objectif central de la RGPP est en fait de diminuer la dépense publique, de supprimer à l'aveugle des postes de fonctionnaires sans souci pour la réelle qualité et efficacité des services publics. La RGPP ne répond absolument pas aux besoins de la société. Il s'agit d'un désengagement majeur de l'Etat qui ouvre la porte à l'abandon et à la privatisation de certaines de ses missions. La RGPP aura, à très court terme, pour conséquence la disparition pure et simple des services publics et donc des valeurs républicaines.

Par ailleurs, nos inquiétudes, tout comme celles très fortes des agents des différents services, portent sur les statuts et les carrières, dans la mesure où l'on annonce simultanément des évolutions quant aux métiers dans la fonction publique et des changements quant au rôle et aux modes de fonctionnement des CAP.

Nous ajouterons que le projet de loi de finances prévoit non seulement des milliers de suppressions de postes (30 600 pour 2009, 160 000 d'ici 2012), mais

à nouveau un recul de notre pouvoir d'achat, qu'il s'agisse de nos salaires ou des pensions, ce que nous dénonçons fortement.

Aujourd'hui, avec la crise financière et économique, le président Sarkozy multiplie les discours pour le moins contradictoires. D'un côté, on entend évoquer le retour de l'Etat, avec des mesures « exceptionnelles » à coups de milliards d'Euros pour « sauver » le système financier, puis pour « sauver » l'économie. Le 23 octobre, il est allé jusqu'à « dénoncer la dictature des marchés ».

Mais Nicolas Sarkozy qui a quelques accents étatistes au niveau économique, au niveau social, s'inspire beaucoup du thatchérisme. En effet, dans le même discours, évoquant les récentes manifestations de fonctionnaires, le chef de l'Etat a aussi déclaré: « Que des gens viennent de bonne foi nous demander en réponse à la crise (...) davantage d'emplois publics, je me demande s'ils ont bien compris dans quel monde nous vivons ! ».

L'intersyndicale unitaire demande à son tour au gouvernement et au chef de l'Etat s'ils connaissent bien le monde dans lequel un très grand nombre de nos concitoyens vivent. Pas tous il est vrai : les parachutes dorés et la base sociale du bouclier fiscal sont peu concernés par l'aggravation continue des inégalités sociales, la précarité de tant de familles, de jeunes, de retraités, des inégalités qui éclateraient à la faveur des conséquences sociales de la crise actuelle si aucune mesure sociale n'était prise, si demain, on continuait à vouloir détruire l'emploi public et les services publics.

Monsieur le secrétaire d'Etat, sachez donc que les organisations syndicales sont plus résolues que jamais à s'opposer aux orientations contraires à l'intérêt des citoyens, contraires à l'intérêt des usagers, contraires à l'intérêt des salariés : en fait, contraires à l'intérêt général.

Les organisations syndicales de salariés connaissent bien le monde dans lequel nous vivons, parce que, au quotidien, nous côtoyons la misère sociale et les dégâts sociaux de la crise sociale, que ce soit dans les hôpitaux, dans les salles de classe, dans les services de l'emploi ou encore chaque fois que nous accueillons des usagers dans les services publics de proximité, ceux là même que vous voulez fermer ou délocaliser.

Nous voulons vous dire aussi que le XXI^e siècle sera le siècle de la solidarité et des services publics : un nouveau monde à inventer mais un nouveau monde nécessaire quand on voit les dégâts et la misère rendus possibles par la « dictature des marchés ».

Nous savons, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous avez déjà organisé des réunions semblables dans d'autres départements : ces réunions n'ont malheureusement jamais donné lieu à une véritable concertation.

Nous ne cautionnerons pas une démarche, contraire à la démocratie sociale.

Telles sont les raisons pour lesquelles, Monsieur le Secrétaire d'Etat, nous avons décidé ensemble, qu'après être venus vous exprimer la colère de centaines de milliers de fonctionnaires méprisés et vilipendés par le chef de l'Etat et le gouvernement, nous allons rejoindre tous ceux qui se rassembleront à 11h devant la préfecture, à l'appel de l'intersyndicale.

Nous réaffirmons que les organisations syndicales sont naturellement prêtes à entamer une véritable négociation, sur d'autres bases (modalités, calendrier, contenus) que celles que vous nous proposez aujourd'hui : nous attendons de ce point de vue une réponse précise du premier ministre et du chef de l'Etat.

Nous exigeons un service public qui réponde aux attentes des français, ce qui est totalement incompatible avec les milliers de suppressions d'emplois en cours.

Nous demandons l'arrêt des suppressions d'emplois et le maintien des services déconcentrés.

Nous refusons toute forme de privatisation des services publics.

Nous exigeons le respect des instances paritaires.